

A la Reconquête de Rueil !

Sécurité

Partout en France, la situation sécuritaire se dégrade à grande vitesse : violences, agressions, trafics, incivilités et sentiment d'impunité gagnent du terrain, y compris dans des villes qui se croyaient protégées. Ce qui arrive aujourd'hui dans de nombreuses grandes communes peut arriver demain à Rueil-Malmaison si l'on baisse la garde. Nous refusons cette fatalité : notre objectif est clair, empêcher la dégradation avant qu'elle ne s'installe, en agissant avec fermeté, constance et anticipation.

1. Police municipale : Rueil compte actuellement 57 agents de police municipale, nous proposons d'en recruter 6 de plus (+3 la 1^e année, +3 la 2^e année) pour renforcer la présence sur le terrain, notamment en soirée et le week-end, pour un coût maîtrisé d'environ 360 000 € par an, afin d'augmenter la réactivité sans bouleverser l'organisation.

Ce que nous ferons: Nous recruterons 6 policiers municipaux supplémentaires pour renforcer la présence sur le terrain, notamment en soirée et le week-end, pour un coût maîtrisé d'environ 360 000 € par an. Nous déploierons aussi systématiquement les agents municipaux aux abords des gares aux heures de pointe et réaliserons des opérations conjointes avec la Police Nationale.

Coût estimé: ~360 k€ / an

2. Vidéoprotection : La ville dispose aujourd'hui de près de 200 caméras de vidéo-surveillance, nous proposons d'aller plus loin afin de garantir une meilleure couverture et des interventions plus rapides. Est-ce que cela remplace la présence humaine ? Non. La vidéoprotection est un outil. Le cœur de la sécurité reste la police municipale sur le terrain, appuyée par un CSU plus réactif.

Ce que nous ferons: Nous installerons 20 nouveaux dispositifs pour monter à 250 et renforcerons le Centre de Supervision Urbaine (CSU).

Coût estimé: Cette installation sera cofinancée par un investissement municipal d'environ 500k€ (subventions déjà prévues au budget), et une dépense de fonctionnement maîtrisée grâce à une gestion rigoureuse et des priorités claires.

3. Mettre le citoyen au cœur de l'action municipale :

Écouter les riverains est le principal enjeu pour mettre le doigt sur les problèmes qu'ils rencontrent et pouvoir y répondre au mieux. Pour cela nous organiserons des consultations quartier par quartier afin de cibler les problèmes auxquels ils font face et y répondre de manière précise et efficace.

Ce que nous ferons: Nous étendrons Voisins Vigilants & Solidaires à tous les quartiers de Rueil-Malmaison. Le dispositif sera structuré avec des référents de secteur (habitants volontaires), formés et encadrés par une charte claire. L'objectif : améliorer la prévention, faire remonter plus vite les repérages, incivilités et nuisances, et renforcer la réactivité des équipes sur le terrain. La coordination se fera avec un point d'entrée unique côté mairie (Police municipale/CSU). Nous publierons un

tableau de bord trimestriel (secteurs couverts, référents, alertes utiles, délais de prise en compte).
Un outil simple, utile, au service de la tranquillité des Rueillois.

Enfin, nous mettrons en place une détection automatique des comportements problématiques par IA via la vidéoprotection afin de permettre une meilleure rapidité d'action dès que la législation le permettra.

Transparence : Aujourd'hui le budget sécurité n'est pas lisible pour les citoyens, nous proposons une ligne dédiée dans le budget afin d'indiquer clairement aux Rueillois ce que la municipalité met en œuvre en termes de financement pour garantir leur tranquillité.

Nous voulons garantir et défendre la tranquillité des Rueillois : à Rueil-Malmaison, le cadre de vie mérite une mairie qui le défend. Notre ambition est claire : tolérance zéro pour les incivilités, présence renforcée sur le terrain, interventions plus rapides et une vidéoprotection réellement exploitée pour appuyer l'action des équipes. Nous refusons tout laisser-aller: la sécurité doit rester au plus haut niveau, dans tous les quartiers et à toute heure, pour que Rueil demeure une ville paisible, sûre et agréable à vivre.

Urbanisme

L'âme de Rueil-Malmaison repose en grande partie sur son patrimoine urbain et paysager, héritage de son histoire, de ses parcs, de ses quartiers et de son lien unique avec la nature et l'histoire impériale. De ce fait, nous limiterons au maximum la bétonisation et nous imposerons la notion de Beau pour tous les projets de construction ou de rénovation afin de conserver la beauté de notre ville.

Nous sommes pour la liberté de chacun de choisir son mode de déplacement, nous ne ferons donc pas la chasse à la voiture. Au contraire, nous privilégierons le stationnement résidentiel ainsi qu'en centre-ville afin de permettre à chacun de s'y rendre plus librement, ce qui bénéficiera à nos commerçants.

1. Un stationnement plus proche de vos usages

Le stationnement en centre-ville de Rueil-Malmaison est devenu complexe et parfois déconnecté des besoins réels des habitants, des commerçants et des visiteurs. Entre tarifications multiples et règles peu lisibles, il complique le quotidien et freine la vitalité locale. Le stationnement doit redevenir un service simple, accessible et pensé pour soutenir la vie du cœur de ville.

Ce que nous ferons : Nous donnerons la priorité au stationnement de surface en centre-ville via l'instauration d'un tarif unique et étendrons la gratuité en semaine entre 12h et 14h.

Pourquoi : nous souhaitons une offre de stationnement plus proche, plus accessible et moins coûteuse, tout en soutenant le commerce et la vie de quartier.

2. Lutte contre les ZFE

Ce que nous ferons : Nous lutterons sans relâche auprès de la Métropole du Grand Paris afin de nous opposer à l'instauration d'une ZFE qui engloberait notre commune.

Pourquoi : La ZFE est une véritable zone de non-droit pour les citoyens qui ont le malheur de ne pas pouvoir ou vouloir se plier aux lubies écolos du moment. Nous voulons rassembler, non pas diviser.

3. Du beau, pas du béton

Le Plan Local d'Urbanisme de Rueil-Malmaison représente aujourd'hui 784 pages de règlement. Une telle complexité le rend illisible pour les habitants comme pour les professionnels. Pourtant, malgré cette accumulation de normes, certaines constructions ne respectent ni l'identité résidentielle ni l'harmonie architecturale qui font le caractère de Rueil.

Ce que nous ferons: Nous engagerons une révision du PLU pour revenir à des règles simples, claires et exigeantes. Les nouvelles constructions devront s'intégrer harmonieusement au paysage rueillois, en présentant des façades cohérentes avec l'identité de chaque quartier et en respectant le patrimoine et le cadre de vie.

Pourquoi: il est important de respecter l'identité visuelle de chaque quartier tout en préservant les exigences esthétiques : façades cohérentes avec l'identité du quartier, matériaux durables et nobles,

intégration paysagère renforcée. Le renouvellement urbain ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale ni du cadre de vie. De ce fait, nous simplifierons le PLU afin de le rendre plus lisible pour les citoyens et les entrepreneurs.

4. Un mobilier urbain qui s'intègre

Ce que nous ferons: Les nouveaux abribus et le mobilier urbain feront l'objet d'un cahier des charges esthétique exigeant lors du renouvellement des contrats.

Pourquoi: Il est important que le mobilier urbain s'intègre harmonieusement dans l'esthétique des bâtiments environnants.

5. Espaces verts et grands chantiers

Ce que nous ferons: Nous continuerons à développer les espaces verts rueillois et mettrons en place des mesures afin de limiter au maximum l'impact des chantiers sur le quotidien des Rueillois. Des mesures anti bruit, des limitations de coupure de circulation, etc.

Pourquoi: Avec l'arrivée des transports du Grand Paris, Rueil se modernise. C'est une bonne chose mais cela ne doit pas se faire au détriment de la tranquillité des habitants.

Politique familiale - Soutenir l'enfance, protéger l'école

Pour nous, la famille doit être soutenue, respectée et libre. Nous voulons une ville qui facilite concrètement la vie des parents — d'abord en améliorant l'accueil des tout-petits, en augmentant les capacités et en simplifiant les démarches — et qui protège l'école dans sa mission essentielle : transmettre, instruire, faire grandir, sans instrumentalisation ni militantisme. Notre boussole est claire : des services efficaces, un cadre serein pour les enfants, et une mairie qui aide les familles au quotidien au lieu de leur compliquer la vie.

Trop de familles se heurtent à une offre insuffisante et à des fermetures/ajustements qui compliquent la garde. L'attribution des places peut être vécue comme un système opaque, source d'injustice et de soupçons de passe-droits.

1. Plus de places en crèche, plus vite

Ce que nous ferons : Nous mettrons en place un plan pluriannuel "places en crèche" avec des extensions du nombre de places et des solutions rapides en optimisant l'existant et en développant des partenariats.

Pourquoi : Il est primordial de réduire la liste d'attente en optimisant l'existant.

Coût : créations "bâties" à budgéter au cas par cas ; priorité aux solutions rapides à coût inférieur au tout-bâtiment.

2. Attributions et démarches : un guichet unique pour les familles simple et transparent

Ce que nous ferons : Nous mettrons en place un dossier unique avec barème à points. Ce barème sera public et permettra aux familles, selon leur situation, de connaître d'avance le nombre de points dont ils disposent. Par exemple, les familles dont les deux parents travaillent auront un nombre de points plus élevé. Nous conserverons toutefois une commission afin de traiter les cas exceptionnels (handicap, urgence sociale) afin de répondre au mieux et au plus vite à ces situations.

Nous mettrons en place une plateforme unique pour regrouper le suivi de dossier de demande de place en crèche ainsi que les factures de cantine et de centre de loisir au même endroit.

Pourquoi : mettre fin à l'opacité et aux passe-droits, simplifier la vie des parents et accélérer le traitement des demandes.

Coût : ~20–60 k€ de mise en place puis ~10–30 k€/an.

3. Crèches ouvertes et fiables : continuité de service

Mesure : Nous créerons un pool municipal de renfort ainsi qu'une mutualisation des remplacements et un pilotage mensuel du taux d'occupation.

Pourquoi : Cela permettra d'augmenter les places réellement disponibles sans construire et de mieux gérer les absences qui peuvent parfois entraîner des fermetures temporaires de crèches.

Économie visée : baisse des fermetures, meilleure exploitation des capacités (gain de places "réelles" à budget quasi constant).

4. École & périscolaire : la transmission d'abord, la neutralité toujours

Les familles attendent une école concentrée sur l'essentiel — apprendre, progresser, se construire — et un périscolaire irréprochable.

Mesures : nous adopterons une charte municipale de neutralité et de transparence : toute intervention extérieure sera annoncée (thème, intervenant, supports), l'encadrement du périscolaire sera renforcé et contrôlé, et les activités municipales remettront l'accent sur les fondamentaux (lecture, expression, devoirs). Nous mettrons en place, en lien avec des parents volontaires, des ateliers pour faire découvrir des métiers et des activités manuelles (bricolage, jardinage, etc.).

Pourquoi : protéger l'enfance, restaurer la confiance des parents, et garantir un cadre serein, sans dérives idéologiques.

Coût : principalement une meilleure organisation et des contrôles — coût limité, efficacité immédiate.

Budget

En 2025, le budget atteint 313,1 M€. Simplement sous l'actuelle mandature la masse salariale budgétée est passée d'environ 85 à 94,17 millions d'euros, soit +9,17 M€ en six ans.

Nous refusons la logique du "toujours plus" financée demain par "toujours plus d'impôts" : notre cap est celui de l'équilibre, de la maîtrise des charges, de la chasse au gaspillage et de la culture du résultat. Chaque euro prélevé doit être justifié, chaque dépense évaluée, chaque service amélioré — pour protéger votre pouvoir d'achat et rendre à la mairie une seule boussole : l'efficacité au service des Rueillois.

1. Chasse au gaspillage sur les achats et contrats

L'argent public n'est pas de l'argent "magique", c'est avant tout le vôtre. A ce titre nous serons particulièrement attentifs à trouver le meilleur rapport qualité de service / coût.

Ce que nous ferons : audit des contrats et dépenses courantes (prestations externalisées, télécoms, entretien, locations, petits marchés), mise en concurrence systématique et plafonnement des dépenses non essentielles.

Pourquoi : ce poste est l'un des plus importants et le plus pilotable.

Économie visée : 1 à 2 M€ par an.

2. Subventions : priorités claires, transparence, fin des financements injustifiés

Nous nous engageons à ce que pas un seul de vos euros ne finance des associations politiques, idéologiques, ou militantes. A titre d'exemple la mairie a accordé en 2025 une subvention de plus de 21000€ pour l'association "Solidarité Migrants".

Ce que nous ferons : critères publics, conventions d'objectifs, contrôle a posteriori, arrêt des subventions sans utilité démontrée pour les Rueillois.

Pourquoi : l'argent public doit financer des actions utiles, pas des structures sans résultats. Fin du "copinage" et des subventions pour des associations qui ne produisent rien.

Économie visée : 340k€ à 680k€ par an.

3. Lutter contre l'absentéisme : un enjeu de qualité de service

À Rueil-Malmaison, l'absentéisme n'est pas un sujet abstrait. Le RSU* 2023 indique 27,8 jours d'absence médicale par an et par fonctionnaire. Il indique aussi qu'environ 7,62% du temps de travail des agents permanents est perdu du fait des absences dites "compressibles" (maladie ordinaire et accidents du travail). Dans le secteur privé, ce taux est de 4 à 6% car une part importante de l'absentéisme est pilotée par la prévention, l'organisation et le management de proximité : nous appliquerons la même logique de résultats, avec une exigence simple : mieux protéger les agents, mieux servir les habitants, et réduire les coûts subis.

Ce que nous ferons : Nous mettrons en place un plan anti-absentéisme en 6 volets :

- Pilotage mensuel par service (tableaux de bord et objectifs)

- Entretiens de reprise systématiques et prévention des rechutes
- Plan accidents/TMS* avec mise à jour du DUERP* et actions ciblées sur les métiers exposés. ¹
- Gouvernance stricte des heures supplémentaires (autorisation préalable, plafonds, arbitrage)
- Création d'un "pool de renfort" interne pour absorber les absences courtes dans les services sous tension
- Contrôles ciblés des arrêts courts répétés, proportionnés et dans le cadre légal.

Pourquoi: L'absentéisme pèse directement sur la continuité du service public (crèches, écoles, voirie, propreté, accueil, police municipale) et génère des surcoûts (heures supplémentaires, remplacements en urgence). Cela représente une dépense de 5,95 M€ en heures supplémentaires et/ou complémentaires.

Économie visée:

À 12–18 mois : **350k€ à 500k€** / an d'économies, principalement en réduisant les remplacements en urgence et en visant -5% d'heures supplémentaires.

À 2–3 ans : **750k€ à 900k€** / an d'économies, avec une organisation stabilisée, une baisse durable des absences "compressibles" et un objectif de -10% d'heures supplémentaires.

4. CCAS : cibler l'efficacité sans casser le social

Le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) est là pour accompagner les publics fragiles (aide sociale, soutien aux personnes âgées, situations d'urgence, accompagnement administratif). A Rueil, il coûte **6,1M€** par an.

Ce que nous ferons : Audit des dispositifs : taux de non-recours, doublons Ville/CCAS/Département, recentrage sur l'urgence ainsi que sur les publics prioritaires.

Mutualisation des supports (achats, Système informatique, ressources humaines) avec la Ville si possible.

Pourquoi : Nous voulons mieux cibler l'aide, éviter les doublons avec d'autres dispositifs (Département/État/associations), réduire les frais de structure, et faire en sorte que chaque euro dépensé aille prioritairement vers ceux qui en ont réellement besoin, avec des résultats mesurables.

Économie visée: 180 k€ à 305 k€ par an.

¹ *RSU: Rapport Social Unique: Document obligatoire dans les collectivités (mairie, CCAS, etc.) qui rassemble chaque année les principaux indicateurs RH.

*TMS : Troubles Musculo-Squelettiques

*DUERP : Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels : document obligatoire qui recense les risques au travail et le plan d'actions de prévention.

5. Dette : réduire le coût des intérêts quand c'est possible

Ce que nous ferons : revue des emprunts, renégociation/opportunités de refinancement si les conditions le permettent, optimisation des tirages.

Pourquoi : chaque euro d'intérêt économisé = un euro de service public en plus.

Économie visée : 120k€ à 290k€ par an

Synthèse

- Achats & contrats (chasse au gaspillage) : 1,0 à 2,0 M€ / an
- Subventions : 0,34 à 0,68 M€ / an
- Absentéisme : 0,35 à 0,50 M€ / an à 12–18 mois, puis 0,75 à 0,90 M€ / an à 2–3 ans
- CCAS : 0,18 à 0,305 M€ / an
- Dette : 0,12 à 0,29 M€ / an

Total estimé (économies annuelles):

- à 12–18 mois : ~2,0 à 3,8 M€ / an
- à 2–3 ans : ~2,4 à 4,2 M€ / an

Fiscalité et attractivité

Notre ligne est simple : protéger les contribuables et gérer la ville comme on gère un budget sérieux. À Rueil-Malmaison, nous nous engageons à ne pas augmenter la fiscalité locale : pas de hausse des taux, pas de nouveaux impôts décidés en mairie. Pour préserver les recettes sans faire les poches des habitants, nous mettrons en place une politique active d'attractivité économique, en facilitant l'installation d'entreprises et la vie des commerces, créateurs d'emplois et de dynamisme local. Enfin, nous mènerons une chasse aux dépenses inutiles : subventions et prestations sans utilité démontrée, doublons administratifs, gaspillage — chaque euro dépensé devra être justifié, contrôlé et utile au cadre de vie des Rueillois.

1. Impôts locaux : Notre engagement est clair : 0 hausse de la fiscalité locale votée. Nous lutterons contre la hausse mécanique des taux et maintiendrons les prélèvements au titre de la taxe foncière et de la taxe d'habitation.

- Zéro hausse de la fiscalité locale votée : nous maintiendrons les taux communaux et refuserons toute hausse d'impôt décidée par la mairie.
- Bouclier taxe foncière : limiter la hausse subie. Quand l'État augmente les bases, la facture grimpe mécaniquement. Nous mettrons en place un bouclier taxe foncière pour neutraliser une part de ces hausses, avec une règle simple et publique.
- Transparence : une fiscalité lisible, un budget contrôlé

Chaque année, nous publierons une page claire : ce qui relève des taux communaux, des bases nationales, et des prélèvements/mécanismes de péréquation, pour que chaque Rueillois comprenne où va son argent.

2. Attractivité économique : Nous souhaitons faire de la mairie un accélérateur pour l'implantation des PME/ETI et encourager la vitalité des commerces. Pour cela nous créerons un véritable parcours "Rueil facile" pour les entreprises : un guichet unique renforcé, un interlocuteur identifié, et une charte de délais publiée. Chaque commerçant, artisan ou dirigeant de PME saura à qui s'adresser, recevra un accusé de réception rapide, un suivi clair et une réponse dans des délais annoncés. Nous simplifierons les démarches du quotidien (enseignes, terrasses, occupation du domaine public, stationnement et livraisons, autorisations temporaires) et mettrons fin aux lenteurs inutiles. Moins de paperasse, plus d'implantations, plus d'emplois et de services.

Nous créerons une plateforme numérique dédiée avec formulaire unique, suivi en ligne et modèles prêts à l'emploi, et nous publierons également un tableau de bord trimestriel sur différents indicateurs : % de réponses dans les délais, délais moyens par type de demande, nombre de dossiers traités...

Coût : 75k€ / an